

« La pandémie était prévisible ; et il y en aura d'autres »

Pour l'économiste français Benjamin Coriat, catastrophes écologiques et sanitaires sont des « sœurs jumelles », nées d'un système économique fondé sur une folle destruction de la nature.

ENTRETIEN

DOMINIQUE BERNIS

La pandémie de SARS-Cov2 n'est pas une pandémie quelconque, un événement rare à l'image du fameux « cygne noir » ou de ces crises qui, comme on nous dit, ne se produisent qu'une fois par siècle. Elle confirme au contraire l'entrée dans une ère nouvelle, l'Anthropocène, dans laquelle les crises sanitaires et les dérèglements du climat constitueront le quotidien de l'humanité, explique l'économiste français Benjamin Coriat, dans *La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun* (Editions Les Liens qui Libèrent). « Nous avons été prévenus : détruire la nature, c'est nous détruire nous-mêmes. Mais nous pouvons stopper cette folle entreprise : les solutions, on les a ! », assure ce professeur émérite de la Sorbonne et cofondateur du collectif des Economistes atterrés.

Comment avez-vous vécu 2020 ? En particulier, comment les événements de l'année qui s'achève ont-ils influencé votre réflexion d'économiste ?

A mes yeux, 2020 constitue un vrai tournant. Il y a un moment que la question de l'Anthropocène me travaille – cette ère nouvelle dans laquelle la force de l'industrie humaine est plus puissante que les forces géologiques naturelles. Avec les Economistes atterrés, ce concept constituait déjà le cadre général de notre essai *Changer d'avenir*, paru au printemps 2017. Mais en 2020, un cran a été franchi, doublement. S'agissant du dérèglement climatique, qui constitue l'effet principal, mais pas le seul, des dégâts provoqués par les excès de l'industrie, nous avons connu des événements spectaculaires : ouragans, sécheresses, fonte des glaces, incendies cataclysmiques de forêts... S'agissant du covid, ayant étudié pendant plus de 10 ans pour l'Agence nationale de recherche sur le sida, la problématique de l'accès aux soins des personnes atteintes du VIH, je n'étais pas trop mal équipé pour comprendre ce qui était en jeu. J'ai cependant été stupéfait par l'ampleur et la rapidité de la diffusion de la pandémie et plus encore par le fait que nos sociétés ont dû, au début du XXI^e siècle, revenir à une solution du Moyen-Âge : le confinement. Et cela parce que nos soignants, même s'ils ont été formidables, manquaient de tout. Cette stupefaction s'est transformée en angoisse lorsque j'ai compris que le covid est une zoonose, une maladie qui se transmet de la faune sauvage aux hommes. Je préfère la désigner par son nom scientifique de SARS-Cov2, parce que le chiffre 2 apporte une précision essentielle : un virus de la même famille avait circulé entre 2002 et 2004, puis s'était arrêté comme par miracle, puisqu'on ne sait trop pourquoi. Ce que l'on sait, en revanche, c'est que les zoonoses se multiplient depuis vingt à trente ans : sida, MERS, H1N1, H5N1, chikungunya, Ebola... De là mon angoisse : les zoonoses sont en pleine expansion et ne cessent de se répandre à travers la planète.

Beaucoup d'économistes ont décrit la pandémie comme un « choc exogène ». Pour vous, la pandémie ne tombe pas



Benjamin Coriat : « Les forces de destruction sont telles qu'elles ne peuvent que susciter des levées en masse pour s'opposer à elles. » © DR.

du ciel...

Du point de vue de l'analyse conjoncturelle, la pandémie peut en effet être vue comme étant exogène, puisqu'elle ne s'inscrit pas dans ce qu'il est convenu d'appeler le « cycle économique ». Mais sur le temps long, elle est endogène à notre système économique. Elle était prévisible ; et il y en aura d'autres, comme l'a confirmé, fin novembre, la Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le Giec de la biodiversité, pour qui « nous sommes entrés dans l'ère des pandémies ». L'explication fondamentale, qui est la même que pour le dérèglement climatique, est ce que je nomme l'extractivisme – l'ensemble des activités consistant à extraire, directement et en masse, dans le milieu naturel et sans retour vers lui, des ressources naturelles qui ne se renouvellent pas ou peu, lentement, difficilement. Ainsi, les hommes pénètrent de plus en plus loin au cœur des forêts, entrant en contact avec des virus de la faune sauvage. Ils détruisent la biodiversité, autrement dit : la variété des espèces, qui constitue une autre barrière naturelle à la diffusion de ces virus, en privilégiant les monocultures, les monoélevages – des espèces végétales ou animales spécialement sélectionnées pour la grande production. Et la mondialisation, reliant tous les espaces de la planète, via des voies ferroviaires, maritimes, aériennes..., offre un boulevard à la circulation de ces virus.

L'Anthropocène, dites-vous, est aussi un « capitalocène ». Pourquoi ?

L'Anthropocène a été défini par les géologues, qui l'ont daté symboliquement à l'apparition de la machine à vapeur et de la révolution industrielle. Pour les chercheurs en sciences sociales, cela renvoie au capitalisme, lequel est devenu, dans la deuxième moitié du XX^e siècle, le mode de développement dominant sur l'ensemble de la planète. C'est pourquoi l'Anthropocène est aussi un « capitalocène ». A l'appui de cette vision, de nombreux travaux ont documenté ce qui a été désigné comme la « grande accélération » survenue après la Seconde Guerre mondiale, caracté-

sée par une brusque accélération des traits associés à l'Anthropocène, qu'il s'agisse de données « naturelles » – émission de gaz à effet de serre, fonte des glaces, pollution des mers... – ou de critères socio-économiques, comme l'urbanisation, l'augmentation du PIB, la salarisation... La théorie de la régulation, dans les années 70, a mis en évidence que ces années furent aussi celles de l'essor et de la diffusion des Etats-Unis vers l'Europe et une partie de l'Asie, le Japon, puis les Tigres, du « fordisme », un régime d'accumulation caractérisé par une articulation institutionnellement construite entre production et consommation de masse, via une conversion automatique d'une partie significative des profits en salaires et en investissement d'infrastructure, à une époque où les taux marginaux d'imposition atteignaient 80 à 90 % – aux Etats-Unis, pas en Corée du nord ! Nous en avons vu l'aspect positif : la multiplication par cinq des revenus et des niveaux de vie en 25 ans dans nos pays industrialisés. Mais – et je fais sur cela une véritable « autocritique » – nous n'avions pas perçu la dimension négative : un niveau de consommation d'énergie et de matières premières sans précédent. De sorte que la « grande accélération » était aussi une « grande destruction ». Après la fin du communisme, le modèle a encore empiré et a pris une forme hyperbolique. Le capitalisme ayant gagné, l'objectif est devenu d'assurer la domination du « capitalisme de marché » (c'est-à-dire non ou très peu régulé), comme l'a proclamé alors le président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan. De sorte que le capitalisme nourri par la finance a porté l'extractivisme à des niveaux inégalés. A l'échelle de l'histoire de l'humanité et de la planète, cette période restera comme celle des plus folles destructions.

Nous pouvons imaginer un « monde d'après » plus respectueux des hommes et de l'environnement. En attendant, le mouvement de recomposition du système socio-économique est à l'œuvre : les Gafa et le capitalisme d'Etat chinois se positionnent désormais comme les acteurs majeurs du « monde d'après »,

Benjamin Coriat

Economiste français, licencié en philosophie, docteur et agrégé en sciences économiques, Benjamin Coriat est professeur émérite à l'Université Sorbonne Paris Nord et co-fondateur du collectif des Economistes atterrés. Promoteur de la théorie de la régulation, notamment dans un essai fameux, *L'atelier et le chronomètre. Essai sur le taylorisme, le fordisme et la production de masse*, publié en 1979 et plusieurs fois réédité, Benjamin Coriat a publié, dirigé et contribué à de nombreux ouvrages, dont *La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun* (Les Liens qui Libèrent, 2020), *Changer d'avenir. Repenser le travail et le modèle économique* (2017), *Le retour des communs. La crise de l'idéologie propriétaire* (2015) et *Le Nouveau manifeste des Economistes atterrés* (2015).

D.B

ABONNÉS

LE SOIR

La suite de l'entretien dans notre édition numérique : comment protéger nos « communs sociaux » (les services publics) ; la convention citoyenne, une formidable machine démocratique.

plus.lesoir.be



La pandémie, l'Anthropocène et le bien commun
BENJAMIN CORIAT
Les Liens qui Libèrent
224 pages, 18 €.

ainsi que l'explique par exemple votre collègue Robert Boyer...

Je ne suis pas naïf ; je sais, comme Robert Boyer, que les forces principales penchent encore nettement de ce côté-là. La question qui, pour ma part, me paraît importante et que je pose est la suivante : que fait-on ? Notre façon classique de concevoir la politique économique ou l'action de l'Etat, notamment à travers les outils du keynésianisme, n'est plus à la hauteur des enjeux de notre époque. De même, l'alternative entre capitalisme et socialisme, telle qu'on la pensait, n'est plus pertinente. Soyons clairs : je ne critique en rien ceux (dont je suis) qui ont dénoncé tous les méfaits du capitalisme. Mais la solution portée par ces forces – le « socialisme », pour le dire vite – n'a nullement apporté les fruits espérés. La chute du mur de Berlin marque ainsi la fin d'une époque. L'enjeu majeur, aujourd'hui, est – tout en persévérant dans la lutte contre les inégalités et les discriminations multiples qui caractérisent nos sociétés – de protéger nos grands biens communs, les forêts, les mers, la biodiversité, les pôles..., face à l'extractivisme qui organise leur destruction. Et ainsi de nous protéger. Car détruire la nature, c'est aussi nous détruire nous-mêmes, à travers le changement climatique et désormais à travers la génération d'épidémies et de pandémies. Comme l'a montré Elinor Ostrom (NDLR : qui a reçu en 2009 le Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel), il s'agit de transformer ces grands biens communs en ce qu'elle nomme des « communs », c'est-à-dire des réservoirs communs de ressources dotés d'une gouvernance qui assure leur permanence et leur intégrité.

Justement, vous dénoncez « des postures, des faux-semblants, des manières de donner le sentiment que l'enjeu est pris en compte alors qu'il ne s'agit que de donner le change ». De quoi parlez-vous ? Des COP, dont la première a eu lieu en... 1995 et qui ont – jusqu'ici – échoué à doter le climat, un bien commun de l'humanité, d'une « gouvernance efficace et effective » ? Du Pacte vert européen, qui promet tout à la fois la poursuite de la croissance et la « neutralité carbone » ?

Les COP ou le Pacte vert ne sont qu'un « écho », si l'on peut dire – le signe d'une prise de conscience qu'il faut agir. Mais, de la manière dont ils sont construits – sans moyens véritables et sans outils de contrôle – ils n'offrent pas de solution. Les multiples compromis qui sont à leur origine, les privent d'effets véritables. Cependant, malgré les limites que présentent ces pseudo-solutions, nous ne sommes pas démunis ; et je ne suis pas pessimiste. Les forces de destruction à l'œuvre sont telles qu'elles ne peuvent que susciter des levées en masse pour s'opposer à elles. Je fonde mes espoirs sur le mouvement social et écologique. Pas sur les « partis » écologiques, qui trop souvent, notamment en France, ne font qu'utiliser l'écologie pour se promouvoir eux-mêmes dans le jeu politique. Non, j'ai en tête tous ceux qui se battent, souvent au niveau local ou microlocal pour dénoncer, par exemple, l'exploitation abusive par des groupes alimentaires de nappes phréatiques en France et ailleurs. Je pense à ces mouvements citoyens qui demandent des comptes aux Etats et aux entreprises, que Judith Rochfeld a recensés dans *Justice pour le climat !* (NDLR : paru chez Odile Jacob en 2019). Je pense à Greta Thunberg et à la jeunesse, qui ont pris conscience qu'il n'y a plus de temps à perdre. Soyons clairs : les solutions, on les a ! On sait parfaitement qu'il faut cesser d'aller creuser sous les pôles ou d'abattre les forêts, de faire craquer les sous-sols pour extraire des gaz de schistes, ou de rejeter des boues rouges dans la Méditerranée... Qui ignore cela ? Ce qui fait défaut, ce sont les moyens d'empêcher ces pratiques prédatrices, le moyen de forcer à y mettre fin.